

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

FORECIAL

Groupement Forestier d'Investissement à capital variable
au capital de 11 551 601 € au 31 décembre 2024
Siège social : 41 rue du Capitaine Guynemer – 92400 COURBEVOIE
908 463 524 RCS NANTERRE

Visa de l'Autorité des marchés financiers G.F.I. n°21-05 en date du 1^{er} octobre 2021 portant sur la note d'information

AVIS DE CONVOCATION POUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 26 JUIN 2025

statuant (1) sur les comptes de la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024
ainsi que (2) sur des modifications statutaires

La société FIDUCIAL GÉRANCE, en sa qualité de Société de Gestion du Groupement Forestier d'Investissement **FORECIAL**, a l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les porteurs de parts à l'Assemblée Générale Mixte qui aura lieu le :

Jeudi 26 juin 2025 à 10 heures
Immeuble Ellipse - 41 Avenue Gambetta - 92400 COURBEVOIE

Aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Décisions du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire

- 1 Fixation du capital social effectif au 31 décembre 2024.
- 2 Rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes. Approbation des comptes de l'exercice 2024 et des opérations traduites ou résumées dans ces rapports.
- 3 Quitus à la Société de Gestion.
- 4 Quitus au Conseil de Surveillance.
- 5 Affectation du résultat de l'exercice 2024 – Distribution de dividendes.
- 6 Approbation du rapport du Commissaire aux Comptes sur les opérations visées à l'article L.214-106 du Code monétaire et financier.
- 7 Approbation des Plans Simples de Gestion (P.S.G.) des bois et forêts.
- 8 Désignation de huit (8) membres au Conseil de Surveillance.
- 9 Pouvoirs en vue des formalités.

Décisions du ressort de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- 10 Modification de l'article 12.6. Vote par correspondance des statuts en prévoyant la possibilité du vote électronique en plus du vote par correspondance.
- 11 Autorisation des associés à participer et à voter aux assemblées générales par un moyen de télécommunication permettant leur identification – Modification de l'article 12.2. des statuts.
- 12 Modification de la règle de quorum en assemblée générale extraordinaire – Modification de l'article 12.4. des statuts.
- 13 Modification de l'alinéa 2 de l'article 13. Conseil de Surveillance des statuts en prévoyant un nombre minimal et un nombre maximal de membres dans la composition du Conseil de Surveillance.
- 14 Fixation de conditions d'éligibilité des membres au Conseil de Surveillance – Modification de l'article 13. des statuts.
- 15 Modification de l'article 19. Attributions et pouvoirs de la Société de Gestion des statuts en intégrant statutairement l'autorisation de cessions, échanges, aliénations ou constitutions de droits réels portant sur un ou plusieurs éléments du patrimoine forestier dans les pouvoirs de la Société de Gestion.
- 16 Actualisation de la numérotation de textes codifiés.
- 17 Pouvoirs en vue des formalités.

A défaut de quorum, les associés seront à nouveau convoqués le Mardi 1^{er} Juillet 2025 à 11h00.

Les associés sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée aux Assemblées Générales SCPI 2025 dans l'espace associé dédié.

Projet de texte des résolutions

Délibérations de l'Assemblée Générale En tant qu'Assemblée Générale Ordinaire Et aux conditions de quorum et de majorité requises en conséquence

Première résolution

- Fixation du capital social effectif au 31 décembre 2024 -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

arrête le capital social effectif au 31 décembre 2024 à **11 551 601 €**.

Deuxième résolution

- Approbation des comptes annuels -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion ;
- du rapport du Conseil de Surveillance ;
- du rapport du Commissaire aux Comptes ; sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes annuels ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

A titre indicatif, les valeurs réglementaires au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

- **valeur comptable :**
11 784 260,78 €, soit 184,65 € par part
- **valeur de réalisation :**
12 546 758,64 €, soit 196,59 € par part
- **valeur de reconstitution :**
14 706 926,27 €, soit 230,44 € par part.

Troisième résolution

- Quitus à la Société de Gestion -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

donne à la Société de Gestion FIDUCIAL Gérance quitus entier et définitif de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Quatrième résolution

- Quitus au Conseil de Surveillance -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

donne quitus entier et définitif de sa mission au Conseil de Surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Cinquième résolution

- Affectation du résultat de l'exercice - distribution de dividendes -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion ;

- du rapport du Conseil de Surveillance ;
- du rapport du Commissaires aux Comptes ;

1°/ décide

après avoir constaté que :

- le résultat net de l'exercice s'élève à - 52 583,95 €
- auquel s'ajoute le compte « *report à nouveau* » qui s'élève à 94 190,09 €
- **formant ainsi un bénéfice distribuable de 41 606,14 €**

de répartir une somme de **17 710,20 €**, soit 0,30 € par part entre tous les Associés, au prorata de leurs droits dans le capital et de la date d'entrée en jouissance des parts ;

2°/ prend acte que la distribution de ladite somme à titre de dividendes sera versée aux Associés au plus tard fin juillet 2025 ;

3°/ prend acte qu'après distribution de ladite somme le compte « *report à nouveau* » s'élève à **23 895,94 €**.

Sixième résolution

- *Approbation des conventions réglementées* -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier ;
- du rapport du Conseil de Surveillance ;

approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Septième résolution

- *Approbation des plans simples de gestion des bois et forêts* -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion ;
- des plans simples de gestion des bois et forêts consultables dans l'espace Associé connecté ;

approuve, conformément aux dispositions du Code forestier, les Plans Simples de Gestion (P.S.G.) des bois et forêts détenus par le G.F.I. FORECIAL.

Huitième résolution

- *Élection de membres du Conseil de Surveillance* -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

Constatant que l'ensemble des mandats des membres du Conseil de Surveillance arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée et ce, conformément aux articles 13 et 31 des statuts,

1°/ approuve l'élection de huit (8) membres au Conseil de Surveillance et ce, conformément à l'article 13 des statuts prévoyant à compter de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du quatrième exercice social complet, un renouvellement annuel par tiers, parmi la liste des candidats ci-dessous ;

2°/ prend acte que sont élus les associés candidats ayant réuni le plus grand nombre de voix parmi :

- **Membres sortants se représentant**
(par ordre alphabétique)

Monsieur Jean-Christophe BRY

Né le 3 janvier 1965

Demeurant à PARIS 5^{ème} (75)

Détenant 53 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Contrôleur Financier – Investisseur via une SAS, associé de plusieurs GFF et SCPI

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

CFDP ASSURANCES

Société Anonyme à Conseil d'administration

Détenant 1 579 parts

958 506 156 RCS LYON

APE 6512Z

Siège social : 62 rue de Bonnel – 69003 LYON

Représentée par le Directeur Général Délégué, Monsieur Jacques-Henri BOUSCAYROL

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

Monsieur Vincent DANIS

Né le 17 mai 1964

Demeurant à VINCENNES (94)

Détenant 30 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq (5) dernières années : Actuellement, Président de la SAS SAVINIANNE, Société de conseil en gestion de patrimoine avec spécialité SCPI

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 2

Monsieur David GUYOT

Né le 20 mai 1977

Demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

Détenant 263 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq (5) dernières années : Président de PANDAT FINANCE – Courtier en placement de trésorerie

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 1

Monsieur Patrick WASSE

Né le 29 septembre 1963

Demeurant à MIGENNES (89)

Détenant 264 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Chargé des engagements chez SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICES

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

- **Associés faisant acte de candidature**
(par ordre alphabétique)

Monsieur Philippe CABANIER

Né le 22 octobre 1971

Demeurant à TOULOUSE (31)

Détenant 5 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Directeur financier – Investisseur privé en GFI

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

Monsieur Marcel CHASSAGNARD

Né le 2 novembre 1949

Demeurant à TALENCE (33)

Détenant 30 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Ingénieur et économiste – Retraité actif – participant à de nombreuses réunions avec des gestionnaires de patrimoine

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

Monsieur Jean-Yves DAVID

Né le 22 novembre 1956

Demeurant à PORNICHET (44)

Détenant 10 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Investisseur privé – Membre de l'APPSCPI – Membre de cinq (5) conseils de surveillance au sein de SCPI

Nombre de mandats au sein d'autres GFI : 0

Neuvième résolution**- Pouvoirs en vue des formalités -**

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qu'il appartiendra.

Projet de texte des résolutions

Délibérations de l'Assemblée Générale**En tant qu'Assemblée Générale Extraordinaire****Et aux conditions de quorum et de majorité requises en conséquence****Dixième résolution****- Modification de l'article 12.6. Vote par correspondance des statuts en prévoyant la possibilité du vote électronique en plus du vote par correspondance -**

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

décide de prévoir statutairement la possibilité de l'exercice du droit de vote de manière dématérialisée en insérant à l'article 12.6. des statuts *in fine* le paragraphe suivant :

« Les Associés peuvent également voter par voie électronique dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ainsi que dans les conditions fixées par la Société de Gestion et transmises aux Associés. Le vote exprimé avant l'assemblée par ce moyen électronique sera considéré comme un écrit opposable à tous. ».

Et en l'intitulant : **« 12.6. Vote par correspondance et vote électronique ».**

Onzième résolution**- Autorisation des associés à participer et à voter aux assemblées générales par un moyen de télécommunication permettant leur identification – Modification de l'article 12.2. des statuts -**

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

décide, en considération de l'article 5 de l'ordonnance n°2025-230 du 12 mars 2025 instaurant l'article L.214-107-1 du code monétaire et financier,

1°/ de prévoir statutairement que les associés puissent participer et voter aux assemblées générales par un moyen de télécommunication permettant leur identification ;

2°/ d'insérer *in fine* de l'article 12.2. – **Assemblée Générale** des statuts l'alinéa ci-après :

« Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ainsi que dans les conditions fixées par la Société de Gestion et portées à la connaissance des Associés, il sera loisible à tout Associé de participer et de voter aux assemblées générales par un moyen de télécommunication assurant son identification dès lors que cette possibilité sera offerte techniquement. ».

Douzième résolution**- Modification de la règle de quorum en assemblée générale extraordinaire – Modification de l'article 12.4. des statuts -**

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

décide, en considération de l'article 4 de l'ordonnance n°2025-230 du 12 mars 2025 modifiant l'article L.214-103 du code monétaire et financier,

1°/ de fixer le quorum de tenue des assemblées générales extraordinaires au quart du capital social de la SCPI ;

2°/ de modifier l'**alinéa 3 de l'article 12.4. – Assemblée Générale Extraordinaire** des statuts comme suit :

« Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent, pour être valables, être adoptées à la majorité des voix dont disposent les Associés présents, représentés ou votants par correspondance ou de manière dématérialisée, représentant au moins le **quart** du capital social. ».

Treizième résolution

- Modification de l'alinéa 2 de l'article 13. Conseil de Surveillance des statuts en prévoyant un nombre minimal et un nombre maximal de membres dans la composition du Conseil de Surveillance -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

et conformément aux dispositions de l'article L.214-99 du Code monétaire et financier telles que modifiées par l'ordonnance n°2025-230 du 12 mars 2024,

1°/ décide, en considération des candidatures réceptionnées, de fixer à trois (3) le nombre minimal de membres du Conseil de Surveillance et à dix (10) le nombre maximal

et

2°/ modifie corrélativement l'**alinéa 2 de l'article 13. Conseil de Surveillance** des statuts comme suit :

« Il est composé **de trois (3) Associés de la Société au minimum et de dix (10) Associés au maximum, lesquels sont désignés par l'Assemblée Générale.** ».

Quatorzième résolution

- Fixation de conditions d'éligibilité des membres au Conseil de Surveillance - Modification de l'article 13. des statuts -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

1°/ décide de prévoir statutairement des conditions d'éligibilité des membres au Conseil de Surveillance en fixant un nombre minimum de parts dont doit être propriétaire un associé pour se porter candidat au Conseil de Surveillance, lequel minimum est de vingt-cinq (25) parts sociales

et

2°/ modifie en conséquence l'**article 13. – Conseil de Surveillance** en ajoutant à la suite de l'alinéa 2, l'alinéa ci-après :

« Tout candidat au Conseil de Surveillance doit être propriétaire de vingt-cinq (25) parts au minimum. ».

Quinzième résolution

- Modification de l'article 19. Attributions et pouvoirs de la Société de Gestion des statuts en intégrant statutairement l'autorisation de cessions, échanges, aliénations ou constitutions de droits réels portant sur un ou plusieurs éléments du patrimoine forestier dans les pouvoirs de la Société de Gestion -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance :

- du rapport de la Société de Gestion,
- du rapport du Conseil de Surveillance,

1°/ décide d'intégrer statutairement l'autorisation portant sur l'éventuelle cession d'un ou de plusieurs éléments du patrimoine forestier ou les échanges, aliénations ou constitutions de droits réels portant sur un ou plusieurs éléments du patrimoine forestier, octroyée à la Société de Gestion aux termes de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 9 juillet 2024

et

2°/ modifie corrélativement l'article 19. **Attributions et pouvoirs de la Société de Gestion** des statuts en procédant à l'insertion du point suivant :

« Eventuellement, procède aux cessions, échanges, aliénations ou constitutions de droits réels portant sur un ou plusieurs éléments du patrimoine forestier aux prix et conditions qu'elle juge convenables ; »

après le point : **« Fait acquérir par la Société tous biens éligibles à l'objet social de la Société aux prix et conditions qu'elle juge convenables, elle en fait acquitter le prix ; ».**

Seizième résolution

- Actualisation de la numérotation de textes codifiés -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

décide d'actualiser toute référence statutaire aux textes codifiés dès lors qu'un changement de numérotation est intervenu tel que l'article L.822-1 du Code de commerce désormais codifié sous l'article L.821-13 I. du Code de commerce.

Dix-septième résolution

- Pouvoirs en vue des formalités -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

confère tous pouvoirs

1°/ au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qu'il appartiendra ;

2°/ à la Société de Gestion à l'effet de mettre à jour la documentation juridique suite à l'adoption des résolutions à caractère extraordinaire susvisées.